Tribune internationale collective des journalistes africains et du monde libre

Liberté pour Hugues Comlan Sossoukpè : quand un journaliste réfugié devient une cible

Le 10 juillet 2025, Hugues Comlan Sossoukpè, journaliste d'investigation et défenseur des droits humains, reconnu réfugié par le **HCR** au Togo depuis 2019, a été **enlevé à Abidjan**, sur le sol ivoirien, lors d'un événement officiel auquel il participait à l'invitation des autorités locales. Quarante-huit heures plus tard, il était **placé en détention provisoire au Bénin**, dans la prison civile de Ouidah, sans communication officielle, sans procédure régulière, sans respect des droits élémentaires attachés à son statut.

Ce qu'il a vécu n'est pas une simple arrestation. C'est **une disparition forcée transfrontalière**, une violation grave du droit international, un précédent extrêmement dangereux pour tous les journalistes, défenseurs de la liberté de la presse et réfugiés politiques à travers le continent et le monde.

Ancien Secrétaire général de l'Association béninoise des activistes du web (ABWA) et directeur du média en ligne ***Olofofo***, Hugues Sossoukpè a dénoncé les abus du pouvoir, notamment après les élections controversées de 2019 au Bénin. **Contraint à l'exil, il a trouvé refuge au Togo**, protégé par les conventions internationales. Mais même le statut de réfugié ne l'a pas protégé.

Son enlèvement à Abidjan, en marge du ***Ivoire Tech Forum***, et son transfert opaque vers Cotonou ne sont pas seulement une attaque contre un homme. Ils symbolisent une triple menace :

- Une menace contre la liberté d'informer
- **Une menace contre le droit d'asile et la protection internationale des réfugiés**
- Une menace contre l'intégrité physique et psychologique de ceux qui osent parler au nom des autres

Nous, journalistes, professionnels des médias africains et internationaux, web-activistes, signataires de cette tribune, refusons l'indifférence et le silence. **Ce qui arrive à Hugues peut arriver demain à d'autres** : une opinion dérangeante, un post jugé subversif, un article trop critique – et l'exil devient un piège, la protection une illusion.

Aujourd'hui, en toute conscience, nous dénonçons :

- L'enlèvement illégal d'un journaliste réfugié sur un sol étranger
- Sa détention arbitraire sans respect des garanties judiciaires
- Les chefs d'accusation abusifs et politiquement motivés qui lui sont imputés (incitation à la rébellion, apologie du terrorisme...)
- Le silence complice des autorités ivoiriennes et béninoises face à cette atteinte au droit international
- Le risque grave pour sa santé mentale et physique, alors qu'il est privé de contact régulier avec sa famille et ses avocats

Nous exigeons, ensemble :

1. La libération immédiate et inconditionnelle de Hugues Comlan Sossoukpè
2. Le respect strict de son statut de réfugié reconnu par le HCR
3. Son transfert rapide et sécurisé vers un pays d'accueil sûr, selon les mécanismes de protection internationale
4. Une enquête indépendante et transparente sur les circonstances de son enlèvement et de son transfert
5. Des garanties de non-répétition : **aucun journaliste réfugié ne doit plus jamais être ainsi traqué, déplacé, détenu**

La détention de Hugues Sossoukpè est une **alerte**. Elle nous dit à quel point la liberté d'informer est menacée, même au-delà des frontières, même quand on pense être protégé par le droit.

Elle nous rappelle que le droit d'asile est un droit fondamental, pas une faveur diplomatique.

Elle nous impose de **choisir : le silence ou la solidarité. Nous choisissons la solidarité**.

Parce que le journalisme n'est pas un crime.

Parce qu'un réfugié ne doit pas redevenir une proie.

Parce que la vérité ne s'enferme pas.

Libérez Hugues Sossoukpè. Maintenant.

➡️ **Pour soutenir Hugues et exiger sa libération immédiate, signez et partagez la pétition officielle :** 👉 https://www.change.org/LiberezSossoukpe

SIGNATAIRES DE LA TRIBUNE

Journalistes, éditorialistes, rédacteurs en chef, reporters, défenseurs de la liberté de la presse, professionnels des médias internationaux, collectifs de journalistes engagés, web-activistes :

1- **Moussa NGOM**
Coordonnateur de *La Maison Des Reporters* (Sénégal)

2- **Loïc LAWSON**

Journaliste, président de la section togolaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF-Togo)

3- **N'da KOUSSAN NOHAMIN**
Journaliste (Côte d'Ivoire)

4- **Boubacar CISSOKHO**
Réalisateur à la *Radiodiffusion Télévision Sénégalaise* (RTS)

5- **Hontongnon Narcisse HESSOU**
Journaliste indépendant (Togo)

6- **Jaly BADIANE**

Journaliste, activiste et fondatrice de *infosdev.org* (Sénégal)

7- **Gildas DOSSOU**
Journaliste vidéaste à *Jeune Afrique* (France)

8- **Joseph Perzo ANAGO**

Journaliste, directeur de publication du média en ligne *La Dépêche* (*ladepeche.info*), vice-président de l'Ong Médias & Citoyenneté, membre actif du Forum africain des journalistes et patrons de médias, un réseau panafricain réunissant des responsables de presse engagés pour la liberté d'informer et le renforcement des médias sur le continent (Bénin).

9- **Iris SOSSOUKPE**
Journaliste chez *Brut Afrique* (Côte d'Ivoire)

10- **Jean-Eudes MITOKPE**

Journaliste, directeur du média *Les Pharaons* et la chaîne en ligne *Bi News* (Bénin)

11- Fortuné ASSOGBA
Directeur de publication du journal *Nouvelles Mutations*
Président de la section béninoise de l'Union internationale de la Presse Francophone (UPF-Bénin)

12- Marcel Grégoire H. ZOUMENOU
Directeur de publication du média *Le Patriote* (Bénin)

13- Marzouk BANKOLE
Journaliste indépendant (Bénin)